

Quand les leaders syndicalistes participent à la faillite des élites

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

1 juillet 2016

Le différend qui oppose la confédération de Force Ouvrière (FO), instance nationale du syndicat, à Max Évariste, secrétaire général de l'Union départementale des syndicats Force Ouvrière en Guadeloupe, pourrait ne concerner qu'eux. Même s'il est question d'argent, après tout, ces fonds appartiennent à FO et elle en fait ce qu'elle veut. Nous estimons également que les salariés guadeloupéens qui ont choisi FO en tant que syndicat, et qui paient des cotisations, sont les mieux à même de régler cette affaire. Quant aux répercussions ou aux éventuels prolongements que pourrait entraîner ce contentieux, nous demeurons sceptiques, tant nos sollicitations aussi bien auprès des syndicalistes locaux qu'au niveau des instances nationales de FO sont restées lettre morte. En revanche, et là nous sommes concernés, les faits qui éclaboussent FO posent encore une fois la question plus large de la faillite des élites. Sur ce chapitre, ce sont les élus politiques qui sont le plus souvent dénoncés. Ils sont brocardés à cause de leurs manquements à la morale, leurs errements coupables et leurs faiblesses crasses. Le réflexe populaire tend à mettre tous les élus dans le même sac. L'expression " classe politique " permet tous les amalgames, toutes les confusions. C'est facile et convenu.

Il arrive également aux dirigeants d'entreprises, aux rentiers, à ceux qui de par leur position avantageuse s'octroient des passe-droits, d'abuser outrageusement de leur pouvoir au détriment des plus faibles. Ceux-là n'échappent pas non plus aux manchettes des journaux. D'ailleurs, tout dirigeant d'entreprise est soupçonné a priori d'exploiter d'une manière ou d'une autre ses salariés. Les vedettes de la chanson, ceux du cinéma ou les stars du sport qui déraillent, défrayent - en mal - tout autant la chronique. Ceux-là sont allègrement vilipendés par les envieux. Certains intellectuels, ceux qui sont passés par de grandes écoles, l'École nationale de l'administration (ENA) en particulier, mettent aussi parfois la main dans le pot de confiture. Leur manque de morale, leur absence de probité leur

sont tout de suite reprochés. En revanche, l'idée que des dirigeants syndicalistes puissent appartenir à cette élite qui bénéficie d'avantages dont ne dispose pas le commun des mortels ne va pas de soi. Ils sont les défenseurs des travailleurs. Ils sont de l'autre côté de la barrière. Du côté des faibles. L'inconscient collectif continue à réunir sous la même bannière les syndiqués et leur mandataire.

Les syndiqués considèrent leur leader au mieux comme des modèles, pas comme les membres d'une quelconque élite. Le mot est vite assimilé à une insulte. À tort. Aucune société ne peut se passer de femmes et d'hommes plus brillants que la moyenne d'entre eux. Les leaders syndicalistes appartiennent à cette élite qui jouit d'avantages auxquels d'autres n'accèdent pas. À cela, rien de scandaleux. Appartenir au rang des meilleurs est plutôt valorisant. Chacun devrait tout entreprendre jusqu'à y accéder. Toutefois, si appartenir à l'élite donne droit à des privilèges, ce statut engendre aussi des devoirs. Ceux des leaders syndicalistes c'est de servir la cause commune des salariés. Les leaders syndicalistes qui ne s'y tiennent pas participent, eux aussi, à la faillite des élites. Pure spéculation intellectuelle ? Qu'on se souvienne du scandale du bureau trop luxueux de Thierry Le Paon et du coût exorbitant des travaux de rénovation de son appartement. Le secrétaire général de la CGT fraîchement élu a vite été viré. Il y allait de la crédibilité du syndicat des travailleurs. À bon entendeur...